



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Y aura-t-il encore demain des villes et des campagnes?

M. François Clerc, Jean-Claude Widemann., Geneviève Gavignaud, Joseph Klatzmann, François Paour, Paulette Pons

Citer ce document / Cite this document :

Clerc François, Widemann. Jean-Claude, Gavignaud Geneviève, Klatzmann Joseph, Paour François, Pons Paulette. Y aura-t-il encore demain des villes et des campagnes?. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 121-124;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4209

Fichier pdf généré le 08/05/2018

TABLE RONDE

Y AURA-T-IL ENCORE DEMAIN DES VILLES ET DES CAMPAGNES ?

Extraits de la discussion lors de la séance plénière finale.

FRANÇOIS CLERC

DRAF - SFER

« ... L'opposition ville-campagne est une idée familière, commode comme toutes les divisions binaires : il y a les hommes et il y a les femmes, il y a le Nord et il y a le Sud, il y a le chaud et il y a le froid, il y a les villes et il y a les campagnes. Mais avant d'envisager l'avenir, il nous a paru opportun de demander à un historien de nous montrer comment cette distinction s'insère dans le temps. La parole est donc à Mme Gavignaud. »

GENEVIÈVE GAVIGNAUD

Université Paul-Valéry Montpellier III

« ... L'historien se situe naturellement dans la longue durée, voire la très longue durée, celle où s'enchaînent les continuités, mais aussi les ruptures et surtout les mutations (...) en une dialectique active. Trois temps semblent rythmer le rapport ville-campagne (...) Il y a d'abord la lente émergence citadine, étape d'une évolution nécessairement conflictuelle, puisque dialectique. Pour les historiens des temps anciens, la campagne est nourricière, la ville prédatrice. Fernand Braudel parle de « mondes coloniaux » avant la lettre. (...) L'historiographie classique plaide pour les villes exerçant leur domination sur la campagne. (...) Les campagnes sont zones de ravitaillement, réservoirs de main-d'œuvre, marché foncier, source d'épargne, au service des villes. Pour beaucoup d'observateurs, la victoire de la ville semblait indiscutable et gommait l'espace rural. Il faut remarquer toutefois que l'observatoire privilégié était la ville. (...) Le déplacement de ce centre d'observation en direction des campagnes entraîne une nouvelle dynamique contemporaine : c'est le deuxième temps, celui de la Révolution rurale. (...)

Les campagnes n'avaient pas dit leur dernier mot. Il y a eu sursaut, mesuré selon plusieurs critères : le critère démographique : les recensements de 1975 et 1982 ont montré le redressement de la société rurale. Au niveau de l'économie, la restructuration des forces rurales a sans doute entraîné la détérioration de la fonction agricole, mais il faut bien souligner que la richesse agricole de la France est toujours première,

elle s'est concentrée. Si le passé de l'ancienne civilisation paysanne est touché, l'agriculture spécialisée ou moderne résiste peu ou prou. (...) De nouveaux facteurs de localisation entrent en jeu, la composition sociale se modifie avec une tertiarisation croissante. (...) La physionomie rurale s'uniformise à l'échelle occidentale.

Le troisième temps pose le problème de la maîtrise de l'environnement. Qui gèrera ces territoires immenses, dégagés de leurs populations agricoles et de leurs activités paysannes ? On assiste à la fin du cycle établi par la Révolution française qui a disputé la gestion de ces territoires aux communautés. (...) Les pouvoirs communautaires se sont affaiblis, les nouveaux pouvoirs sont issus des capitales nationales ou supranationales. (...) Quelles seront les orientations de ces nouveaux pouvoirs (Etat, collectivités territoriales...) ? (...) La tentation première est de ménager des zones de récréation, de loisirs, cela est peut-être indispensable, mais ne suffit pas à répondre à la gravité du problème qui se pose à l'échelle planétaire : gaspillage des ressources naturelles, paysannerie locale chassée de ses foyers etc. (...)

Conclusion d'une historienne, mais aussi d'une citoyenne qui ne peut rester indifférente face à ce monde en mutation. Il faut des campagnes, il faut des agriculteurs et, peut-être même demain, faudra-t-il encore des paysans. (...) « L'œcuménopolis » est pris en tenaille entre les mégalo-polis et c'est une immense question, une immense angoisse qui peut nous étreindre au regard de ces problèmes : quel sera le sort réservé demain à la face rurale de la terre ? »

FRANÇOIS CLERC

« ... Vous aurez fait vibrer, Madame, plus d'un cœur avec ce plaidoyer pour la défense de la ruralité. Mais je vais me tourner vers M. Paour pour lui demander si en tant que maire rural, il se sent dominé par la ville. Comment voyez-vous le rapport de forces entre vous, maires ruraux, et les villes au terme d'une longue histoire dans laquelle les villes l'ont plutôt emporté ? »

FRANÇOIS PAOUR.

Maire, président de la FNMR
(Fédération Nationale des Maires Ruraux)

« Je n'ai pu assister aux précédents échanges et je le regrette, mais cela vous fait toucher du doigt le problème de l'élu rural : il lui manque la disponibilité. Je ferai quatre observations :

1. Les ressources des communes sont une première préoccupation. Savez-vous que la dotation générale de fonctionnement est deux fois plus élevée pour un urbain que pour un rural ? (...) Par ailleurs comment percevoir l'impôt sur le foncier non bâti sur des terres agricoles en jachère ou en friches ? Pourra-t-on continuer à demander du foncier bâti sur des « immeubles » qui se transforment en masures ? Comment augmenter la taxe d'habitation pour les néo-ruraux qui ne veulent pas payer les mêmes impôts qu'en ville ? (...)

2. L'idée principale est qu'il faut travailler ensemble. C'est fini le temps du maire tout seul. C'est fini le temps du conseil municipal tout seul. (...) C'est fini le temps du clocher tout seul. Il faut s'appuyer sur les associations de toute sorte et promouvoir la solidarité intercommunale. (...)

3. Il y a un décalage entre les nouvelles populations rurales et les élus ruraux. Parmi les maires, les agriculteurs sont encore majoritaires (quelque 28 %), mais c'est certainement la dernière fois. Aux prochaines élections municipales, les retraités seront très probablement en tête et, parmi eux, de jeunes retraités, arrivés nombreux en 1983. (...) C'est une excellente chose. Ils ont apporté leurs compétences, en particulier introduit l'informatique. (...) Si l'on peut risquer un pronostic : on n'assistera plus, dans l'avenir, à la perennité des élus. Mes deux grands-pères ont été maires, l'un pendant trente ans, l'autre vingt-cinq. Aujourd'hui le maximum sera, en gros, de deux mandats. Pourquoi ? Pour des raisons de compétence, compétences en urbanisme, en environnement, en gestion de l'eau, par exemple. Les citoyens arrivent avec leurs habitudes qui entraînent de nouvelles exigences, auxquelles les élus doivent apporter réponse. (...)

4. Enfin, cet espace rural, qui en a la responsabilité ? Jusqu'à présent c'était les agriculteurs et ils faisaient très attention. (...) Maintenant on n'entretient plus le paysage. Or un chemin non emprunté pendant deux ans, devient un roncier et on s'étonne des feux de forêt, des glissements de terrain, des avalanches... Les nouveaux élus doivent se préoccuper de tous ces problèmes, s'appuyer sur les associations et même parfois prévoir leur succession. » (...)

FRANÇOIS CLERC

« ... Vous êtes préoccupé, Monsieur le Président, par les conséquences sur l'espace rural des transformations de la géographie de la production agricole. (...) J'aimerais demander au professeur Klatzmann ce qu'il pense de cette évolution et de ses répercussions sur les communes rurales. »

JOSEPH KLATZMANN

Président de la SFER

« J'essayerai de répondre à la question et j'en poserai aussi une autre. Si l'on se place dans le long terme, après 1993, il est certain qu'il y aura une autre répartition des

productions agricoles sur le territoire de l'Europe. Globalement, la France aura un débouché plus important dans la Communauté. Si l'on compare, par exemple, les potentialités naturelles de la France et de l'Allemagne, il apparaît que la France ne produit pas assez et que l'Allemagne produit trop. (...) Il y aura probablement une relocalisation des productions agricoles, avec, comme conséquence pour la France, une demande accrue. (...)

Ce qui me préoccupe, c'est l'ensemble des activités du monde rural, car l'évolution n'est pas très satisfaisante. La question que je me pose est comment éviter que les communes rurales ne soient que des communes-dortoirs ? Quelles activités implanter dans les grosses communes et surtout les petites villes ? (...) Quelles activités non agricoles, en dehors du tourisme, car il ne peut pas y avoir de développement touristique partout à la fois ? (...) On peut imaginer des activités de services, non polluantes, voire des sièges d'entreprises. (...) Autre question : cela se fera-t-il spontanément ou faudra-t-il une action systématique pour obtenir ce résultat ? » (...)

FRANÇOIS CLERC

« ... Monsieur Jean-Claude Widemann : cette idée d'activités non agricoles non touristiques à la campagne, cela vous paraît-t-il possible ou utopique ? »

JEAN-CLAUDE WIDEMANN

FR3

« Je crois que cela se fait déjà. L'agriculture a beaucoup changé et je n'ai pas reconnu ma campagne dans une description qui s'apparente à un « scénario catastrophe ». (...) Il y a vingt ans, le canton de Saugues, en Margeride, était présenté comme en voie de disparition. Or, je suis retourné sur les lieux et le cadavre bouge toujours. Des jeunes s'y sont installés. Il n'est pas florissant, mais il existe encore maintenant.

D'autre part, on parle beaucoup de la détérioration de la fonction agricole, or un secteur qui rapporte quelque cinquante milliards de devises est-il vraiment détérioré ? Le poids économique de l'agriculture est plus important qu'il y a vingt ans. Les productions agricoles évoluent. Les agriculteurs sont amenés à modifier leurs méthodes et peut-être même leurs lieux de production. (...) Le tourisme n'est pratiqué que par deux pour cent des agriculteurs, il y en aura sans doute quelque pour cent de plus d'ici quelques années, mais ce n'est pas tout l'avenir de l'agriculture.

Enfin les mentalités changent. Si l'on prend l'exemple du nouveau conseil d'administration du CNJA, plus de la moitié des nouveaux administrateurs ont une formation « bac plus deux » au moins. (...) Cela a une conséquence inévitable sur les mentalités, les réactions, les besoins, la compréhension des enjeux économiques, politiques et sociaux, mais également sur leur capacité à intégrer plus rapidement que leurs parents les techniques nouvelles. »

FRANÇOIS PAOUR

« ... Nous avons lancé deux années de suite (...) une opération qui s'appelait : « Vingt-deux communes pour entreprendre », car il y a vingt-deux régions en France. (...) Nous avons eu environ sept cents candidatures

d'entrepreneurs et nous avons installé une centaine d'entreprises dans la moitié des communes. (...) Pour démarrer une activité, il faut un minimum de ressources patrimoniales, un environnement financier. Malheureusement les grands groupes bancaires n'ont pas mis un sou ! (...) L'accueil des entreprises est nécessaire pour les gens qui viennent travailler dans nos communes rurales, mais aussi pour leur famille (problème de scolarisation etc.). Il faut des hommes qui y croient. Nous avons réussi dans ces vingt-deux communes, parce qu'il y avait des hommes - et je ne parle pas que des maires - je parle des représentants de toutes les associations locales, qui se sont mobilisés là-dessus. » (...)

GENEVIÈVE GAVIGNAUD

« ... L'historien ignore tout « scénario catastrophe ». Son discours se moule sur la recherche historique, élargie à d'autres sciences sociales. L'historien se place dans la longue durée et dans la dynamique qui relie le présent au passé. (...) La méthodologie historique se fonde sur des analyses précises : finesse du vocabulaire conceptualisé. Il n'a pas un paysan modèle, mais des petits propriétaires, des fermiers, des métayers, des ouvriers agricoles (...) ; respect de la diversité pour donner une image de l'ensemble du monde rural. Nous sommes là dans le champ du concret et aussi de la nuance. L'histoire rurale française a peut-être quelques points d'avance par rapport aux disciplines qui tendent à globaliser comme pour priver le passé de sa mémoire. »

JOSEPH KLATZMANN

« ... En écoutant monsieur Paour, je me félicitais de sa présence à cette table ronde, car lorsque l'on discute de ce qui est possible et de ce qui est souhaitable, seul peut donner une réponse celui qui est tous les jours sur le terrain, tous les jours confronté aux problèmes concrets. (...) Ce qui peut être fait et comment le faire, c'est seulement cet homme là qui peut le dire. »

PAULETTE PONS

La Croix

« ... Afin de mobiliser toutes les énergies, il y a, en particulier, les initiatives locales pour l'emploi (ILE). Elles sont nombreuses, et même l'OCDE a un programme qui s'appelle ainsi. (...) Dans les vieilles zones industrielles abandonnées, on recrée des emplois, en Lorraine, par exemple. Ailleurs, dans les zones rurales désertifiées, on fait flèche de tout bois. Pour que cette mobilisation soit efficace, il faut que tout le monde s'y mette : associations, élus, sous-préfets « développeurs ». (...) Ces ILE ont suscité beaucoup d'espoir, mais il peut y avoir des dérapages.

Je voudrais revenir sur un autre aspect, à savoir celui des agriculteurs. Dans l'idéologie ambiante, au cours des trente dernières années, on a voulu moderniser l'agriculture. De ces petits paysans indépendants, dont Henri Mendras a annoncé la mort il y a vingt ans, on a voulu faire des exploitants agricoles, des agriculteurs qui produisent pour le marché, mais beaucoup sont restés le long du chemin. (...) C'est une vision... « monocolore », une vision un peu « étriquée ». (...) D'autres fonctions sont possibles, mais ne sont pas bien élaborées, cela se fait un peu en « catimini ». Les organisations professionnelles en ont

maintenant pris conscience. (...) Se pose la question d'un véritable contrat entre les agriculteurs et la Nation, vieille idée qui n'a jamais été mise en œuvre, peut-être parce qu'on la craint coûteuse, sans doute aussi parce qu'elle dérange les habitudes de pensée. (...) Il faudrait imaginer une politique agricole plus diversifiée, prenant en compte toutes les fonctions possibles. »

JOSEPH KLATZMANN

« ... Va-t-il y avoir concentration de l'agriculture sur les terres les meilleures ? (...) Dans certaines régions, il y aura inéluctablement une diminution de la densité de la population, jusqu'à des chiffres très bas. La seule solution pour maintenir l'agriculture dans ces régions sera de créer de grandes fermes pratiquant un élevage extensif, (...) et assurant des revenus suffisants pour supporter les inconvénients de l'isolement. »

PAULETTE PONS

« ... Cette solution n'est possible que si on modifie la fiscalité locale. (...) Il faudra probablement revoir le système de l'impôt foncier. »

FRANÇOIS CLERC

« Si je fais le point de l'état d'avancement de notre table ronde, ce qui me frappe c'est un relatif optimisme. L'avenir des campagnes ? Oui, il y a des points noirs, (...) mais aussi des formes d'exploitation extensives. (...) Il y a, par ailleurs, de nombreuses possibilités d'autres activités, des initiatives locales etc. (...) Nous vivons très bien avec deux idées contradictoires : que l'économie est mondiale, qu'il faut être performant et qu'à l'échelon local il y a aussi des possibilités de développement. (...) L'espace rural est attractif. (...) On y verra des touristes, (...) puisque notre patrimoine touristique est riche, (...) on y verra de plus en plus de citadins. (...) Par conséquent, nous avons un certain nombre d'éléments positifs. (...) Demain les campagnes, ou au moins une grande partie d'entre elles, continueront à vivre.

Mais, et c'est la troisième question, qu'en sera-t-il demain de la distinction ville-campagne ? (...) Le clivage qui était fondamental entre civilisation urbaine et civilisation rurale (...) persistera-t-il ? (...) Monsieur le Président, vos administrés seront-ils très différents des citadins ? Il est peu probable que vous comptiez beaucoup de professeurs d'université ou de chercheurs du CNRS, parmi les habitants de vos villages. »

FRANÇOIS PAOUR

« Déjà personnellement j'ai eu deux professeurs d'université dans mon conseil municipal !... Mais ça ne suffit pas ! Il faut une solidarité intercommunale et un développement local qui doit être endogène, partir de la base. (...) Il faudra aussi qu'on en arrive à un véritable « interministériel », (...) un véritable ministère du monde rural ou du développement local, peut-être un ministère d'Etat ayant compétence sur les ministères techniques. (...) Les relations ville-campagne doivent se faire dans un « bassin de vie », notion chère à Jean-François Donzier, bassin de vie qui est autre chose qu'un simple espace de chalandise (aller à la ville, faire des achats) et qui doit offrir un échange permanent, quotidien, socio-culturel, etc. (...) »

Dans le milieu rural, il faut aussi maintenir des communications et des télécommunications performantes. Savez-vous qu'à la campagne il y a cent fois plus de microcoupures que dans les villes ? Il n'y a donc pas de fiabilité. Enfin les services publics disparaissent : on ferme les cabines téléphoniques, les gendarmeries, les perceptions et surtout les écoles. (...) Si on ne maintient pas un minimum de services publics à la campagne, on peut mettre une croix sur le monde rural. »

PAULETTE PONS

« ... Un minimum de services publics, bien sûr qu'il les faut, (...) mais il n'est pas raisonnable de penser qu'il faille une poste absolument dans tous les villages, une gendarmerie absolument dans tous les villages, financièrement ce n'est pas raisonnable. (...) Cela pose le problème de la taille des communes. (...) En France il y a beaucoup plus de communes que dans les autres pays européens.

Est-ce qu'il ne faudrait pas une nouvelle réforme de la taille des communes ou, comme cela ferait beaucoup de bruit et ne serait pas très populaire, est-ce qu'on ne pourrait pas favoriser la coopération intercommunale, (...) en répartissant une école dans telle commune, la poste dans une autre etc. ? » (...)

FRANÇOIS CLERC

« ... Je retiens (...) les nécessaires solidarités entre ville et campagne, c'est-à-dire entre des endroits où la richesse nationale est inégalement produite et où il est possible de percevoir inégalement quelque chose sur ces richesses en vue d'alimenter les finances publiques et de rétablir une certaine égalité. Il y a le problème d'une meilleure organisation des campagnes, (...) mais aussi un développement des solidarités financières ville-campagne au travers de l'Etat. »